

Fusion des académies, Parcoursup... Les dossiers chauds de la rentrée scolaire en Normandie

Julien Bouteiller

Publié le 30 Août 18 à 17:23



La rentrée 2018 approche et plusieurs dossiers chauds vont la rythmer : Parcoursup, la fusion des académies de Rouen et Caen ou encore le dédoublement des classes de CP et CE1. (©Adobe Stock/Illustration)

La **rentrée scolaire** approche à grands pas pour les **600 816 élèves et étudiants de Normandie**. Jeudi 30 août 2018, le recteur des académies de Normandie **Denis Rolland** et le **syndicat Unsa éducation** ont chacun invité la presse pour faire le point sur l'année scolaire qui s'annonce. L'occasion d'évoquer les dossiers chauds que sont **la fusion des académies de Caen (Calvados) et Rouen (Seine-Maritime)**, **Parcoursup** et le **dédoublement des classes de CP et CE1**.

[LIRE AUSSI : Le jour de la rentrée scolaire, avez-vous le droit d'arriver en retard au travail ?](#)

La fusion des académies, l'« inquiétude principale »

C'est sans aucun doute le dossier le plus épineux pour le recteur. Denis Rolland entend multiplier les gestes symboliques pour rassurer ses équipes, notamment en se déplaçant aussi bien dans le territoire de l'académie de Caen et celui de celle de Rouen. « Je veux donner le signal que cette réforme territoriale ne

change rien à la proximité des équipes », assure-t-il.

Pour Thierry Patinaux, secrétaire régional de l'Unsa éducation, c'est toutefois le « sujet d'inquiétude principal » de cette rentrée. Il précise :

Nous ne sommes pas opposés a priori, mais il faut faire attention. Évidemment, les personnels des services vont être beaucoup plus touchés que les enseignants.

« Pour les personnels administratifs, cela va être une charge de travail supplémentaire importante », rebondit Philippe Blin, représentant de ces agents.

[LIRE AUSSI : Fusion des académies de Caen et Rouen : les syndicats annoncent une rentrée mouvementée](#)

Une grande phase de concertation sera prochainement ouverte avec tous les partenaires impliqués. L'objectif selon le recteur est de proposer un projet pédagogique commun dès la rentrée 2019. Un objectif jugé « ambitieux » par Joël Delhopital qui représente les directeurs d'établissement à l'Unsa. Selon Philippe Blin, « la fusion des académies et de leur personnel sera véritablement effective qu'en 2022 ». Il insiste toutefois, rejoignant le recteur Denis Rolland :

La fusion des académies ne sera pas celles des rectorats. Il restera toujours des pôles de compétences dans tel ou tel endroit.

Parcoursup, des places vacantes et des étudiants en attente

Denis Rolland n'a pas souhaité communiquer de chiffres sur les étudiants en attente de réponse de Parcoursup en Normandie, « cela change tous les jours, donner un chiffre ne serait pas honnête ». Le recteur n'omet pas de mentionner en revanche les « 2 000 places encore vacantes dans l'académie de Rouen en BTS, classes préparatoires aux grandes écoles ou DUT notamment ».

80 % de ceux qui ont eu recours à la commission d'appel ont trouvé une solution en adéquation avec leurs vœux.

Denis Rolland évoque également les trois classes passerelles mises en place à Rouen, **Évreux (Eure)** et au **Havre** pour permettre à des lycéens qui n'ont pas eu l'orientation souhaitée faute de place, de se former durant un an pour mettre toutes les chances de leur côté pour la prochaine rentrée.

De son côté, l'Unsa se montre plutôt clément avec Parcoursup. Thierry Patinaux, secrétaire régional du syndicat estime :

Le gain par rapport à Admission post-bac n'est pas flagrant. Mais nous n'allons pas jusqu'à dire que c'est une catastrophe industrielle.

Il soulève tout de même des interrogations : « Faut-il donner les premiers résultats si tôt avant le bac ? Faut-il permettre aux candidats ayant eu des réponses positives de laisser si longtemps tant de vœux en attente ? Faut-il réduire le nombre de vœux possibles ? Faut-il réintroduire une hiérarchie dans les vœux ? »

L'Unsa trouve même des points positifs à Parcoursup, « la fin du tirage au sort, socialement inacceptable » et « une plus grande implication des élèves dans leur orientation, notamment en devant accompagner leur candidature d'une lettre de motivation ».

[LIRE AUSSI : Major du bac recalée en prépa et sur liste d'attente à Fermat à Toulouse: la réponse de Parcoursup](#)

Classes dédoublées, « aller plus loin, plus vite »

Sur le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+ (réseaux d'éducation prioritaire), Denis Rolland s'est félicité :

En Normandie, on essaye d'aller plus loin, plus vite que dans certaines autres zones.

Il met ainsi en avant certaines expérimentations, comme cette école de **Vimoutiers (Orne)** qui a dédoublé toutes les classes du CP au CM2. Il se réjouit également de la création, pour la rentrée 2018, de 48 emplois supplémentaires pour faire face au dédoublement des classes.

L'Unsa est plus circonspecte. Le syndicat salue « la mesure sans doute intéressante », mais déplore le manque de « moyens humains suffisants ». L'Unsa craint aussi que « les autres niveaux souffrent ainsi que les écoles non situées en REP. Il y a des difficultés partout ».

[LIRE AUSSI : Rentrée 2018 : moins de bouleversements, mais ça bouge quand même à l'école](#)

D'autres sujets sur le feu

Bien sûr, la fusion, Parcoursup et le dédoublement des classes ne sont pas les seuls sujets qui vont rythmer la rentrée. Le recteur et l'Unsa ont ainsi notamment évoqué la réforme du baccalauréat dont « le calendrier n'est pas bon » selon le syndicat tandis que Denis Rolland estime qu'elle permettra d'aborder ce diplôme avec « plus de confiance et de simplicité ».

[Quant à l'interdiction des téléphones portables au collège](#), elle relève plutôt de l'anecdote. « C'est beaucoup de bruit pour rien », selon l'Unsa. « Cela était déjà le cas dans le règlement intérieur de la plupart des établissements », rappelle de son côté le recteur qui note donc que « cela ne changera pas énormément de choses ». Au moins un point sur lequel syndicat et rectorat tombent d'accord.